

Contenu

1. Objectif du travail de groupe	1
2. Contexte.....	1
3. Analyses des problèmes nutritionnels	2
4. Buts, objectifs et activités en lien avec la nutrition	4
5. Indicateurs relatifs à des progrès dans la situation nutritionnelle	6
6. Arrangements institutionnels et mécanismes de coordination.....	6
7. Capacités nécessaires à la prise en compte de la nutrition	7
8. Calcul des coûts / Financement.....	8
9. Prochaines étapes	9

Participants:

Nom	Organisation / Position	Email
Maviana Apata One Joseph	PRONANUT/ Chargé de sécurité sanitaire des aliments	apataone@yahoo.fr
Paul Busambo	Fao/chargé de sécurité alimentaire/ nationale	Paul.busambo@fao.org
Tiphaine Bueke	Fao/chargé de sécurité alimentaire/nutrition/genre	Thiphaine.bueke@fao.org
Korogo guillaume	Ministère de l'EPSP/chargé du programme d'éducation pour la santé et l'environnement	korogoalokoa@gmail.com
Robert Kionge	Ministère de Budget/ chef de division	roking_kge@yahoo.fr
Nkayilu zunga Mbanza	Ministère de l'agriculture/chef de bureau enquête	nkayilufancis@gmail.com
Mampuya Christophe	Ministère de l'agriculture /Directeur	mapedagp@yahoo.fr
Sayi nzakani	Ministère de finance/ chargé des études	nzakani@yahoo.fr

Objectif du travail de groupe

Parvenir à un consensus sur les principaux problèmes nutritionnels dans le pays et faire des propositions pour s'assurer que les problèmes nutritionnels sont effectivement pris en compte dans les stratégies agricoles. *(Préciser le nom du document de politique / du plan d'investissement qui a été spécifiquement révisé pendant les travaux de groupe par pays).*

Contexte

Vous pouvez apporter ici des informations sur l'état d'avancement de votre pays dans le processus du PDDAA :

0. *Lancement du processus (désignation du point focal, lancement du PDDAA, établissement du comité technique, recrutement des experts)*

La République Démocratique du Congo a procédé au lancement officiel du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) les 07 et 08 juin 2010 à Kinshasa avec l'appui du COMESA (Marché Commun des Etats d'Afrique de l'Est et Australe).

1. Conception et signature du Pacte

la Table Ronde pour la signature de la Charte a été organisée les 17 mars 2011 à Kinshasa en présence des Autorités gouvernementales, de la Commissaire de l'Union Africaine en charge de l'Economie Rurale et de l'Agriculture, du Secrétaire Général Adjoint du COMESA, des Représentants du NEPAD, du FARA, de l'IFPRI, du Re-SAKSS, ainsi que des Délégués des Partenaires Techniques et Financiers, du Secteur Privé, des Organisations de la Société Civile et des Organisations des Producteurs Agricoles.

L'organisation de la Table Ronde a permis au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINAGRIDER), en concertation avec toutes les parties prenantes, d'entamer le processus de formulation du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA).

2. Développement du plan d'investissement

Les autorités politiques se sont clairement engagées, à travers la Charte, à augmenter progressivement la contribution du budget de l'Etat au secteur agricole pour atteindre 10 % du budget national. Cette volonté d'accélérer la croissance agricole se traduit concrètement par l'augmentation des budgets alloués aux Ministères en charge du secteur (agriculture, recherche, enseignement, etc.) et aux Provinces et par le lancement d'initiatives nouvelles telles que la campagne agricole.

- Contrairement aux tendances passées, les dernières estimations publiées par le Comité Permanent du Cadre Macroéconomique et les projections du FMI pour les années 2013 à 2015 prévoient une nette amélioration des performances économiques de la RDC. La croissance annuelle moyenne du PIB sur la période 2012-2015 serait de plus de 7 % alors qu'elle n'a été que de 2,5 % sur la période 2006-2009. Comme l'on démontré les différentes simulations, ces performances pourraient être très significativement renforcée par une croissance agricole stimulée par la mise en œuvre efficiente du PNIA.

3. Revue technique du plan d'investissement

Non disponible

4. Business meeting

Prévue pour mi mai

5. Mise en œuvre

- Le coût total du PNIA de la République Démocratique du Congo sur la période allant de 2013 à 2020 est estimé à 5 730,8 millions USD. La ventilation du coût total par programme se présente comme suit :
- *Programme 1 : Promotion des filières agricoles et de l'agri business: 3 652,5 millions USD soit 64 %.*
- *Programme 2 : Gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réserves stratégiques: 536,9 millions USD soit 9 %.*
- *Programme 3 : Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles : 738,3 millions USD soit 13 %.*
- *Programme 4 : Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles : 607,3 millions USD soit 11 %.*
- *Programme 5 : Adaptation aux changements climatiques 195,8 millions USD soit 3%.*

6. Suivi & Evaluation / Evaluation de l'impact

- Le suivi et l'évaluation du PNIA doivent être réalisés dans un cadre global cohérent pour mesurer non seulement les performances des projets et programmes exécutés sur le terrain auprès des populations rurales mais également pour évaluer les performances générales du secteur agricole et rural.
- La diffusion et le partage des informations au niveau national et provincial ainsi que la production d'outils d'aide à la décision permettront d'alimenter une démarche participative d'amélioration continue de la mise en œuvre du PNIA et des PPIA. Il conviendra par conséquent d'associer aux services de l'Etat les principaux acteurs impliqués dans le développement du secteur.

Vous pouvez aussi insérer ici les activités clés qui ont été mises en œuvre en préparation de l'atelier (par exemple : montage d'une équipe pays multi-sectoriel ; réalisation d'un document sur la situation nutritionnelle du pays (Nutrition Country Paper) ; identification des documents de politiques et stratégies agricoles pertinentes (dont le plan nation d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) ; organisation d'une réunion préparatoire à l'atelier avec l'équipe pays ; etc.) et précisez les objectifs de ces différentes activités.

Analyses des problèmes nutritionnels

1. Quels sont les principaux problèmes nutritionnels dans votre pays ? Comment les taux de malnutrition ont-ils évolué dans les 10 dernières années ? Anticipez-vous des changements de ces taux dans les 10 prochaines années ? Quelles sont les raisons de ces changements ? **[Fait référence au travail de groupe du mercredi 27 février]**

Le problème de la sous alimentation

- la malnutrition aiguë globale (poids /taille inférieur à -2ET et ou œdèmes) touche 13% d'enfants de moins de cinq ans dont 8% de façon sévère. Les résultats préliminaires de MICS 4 Septembre 2010 confirment cette forme de malnutrition qui touche 11% des enfants de moins de 5 ans
- Le retard de croissance ou malnutrition chronique, mesurée par l'indice Taille/Âge inférieur à -2ET, frappe presque un enfant sur deux en RDC. Selon l'enquête EDS 2007, la prévalence de la malnutrition chronique est de 47%, dont 24% présentent une forme sévère. Les résultats préliminaires de MICS 4, publiés en Septembre 2010, montrent que le retard de croissance reste élevé et touche 43% des enfants de moins de 5 ans
- L'insuffisance pondérale, mesurée par l'indice Poids/Âge inférieur à -2ET, qui est par ailleurs un indicateur des OMD dans le domaine de nutrition, est très répandue dans le pays. Elle touche un enfant sur quatre en RDC, soit une prévalence de 24%.

- Selon l'enquête EDS-2007, 19% de femmes de 15-49 ans sont mal nourries, soit près d'une femme sur cinq. La proportion de femmes souffrant de malnutrition est plus accentuée en milieu rural qu'en milieu urbain, soit 21% contre 16%.

Le problème de la carence en micronutriment

- *La carence en vitamine A affecte la population congolaise. L'enquête menée en 1998 a trouvé une prévalence de 61% chez les enfants de moins de trois ans avec un taux de rétinol sérique < à 20%. Bien que ces données datent de plus de dix ans et en dépit des campagnes de supplémentation de masse organisées depuis 2002, les données actuelles de morbidité et de mortalité laissent penser à une prévalence d'hypovitaminose A assez élevée si l'on considère la dégradation de la situation sociale globale de la population. Il devient donc important de réévaluer les progrès réalisés dans ce domaine.*
- L'anémie constitue également un problème grave de santé publique en RDC en nous référant aux normes de l'OMS. L'enquête EDS 2007 a trouvé une prévalence de 71% chez les enfants de moins de cinq ans, tandis que chez les femmes, la prévalence est de 53%. Ces résultats montrent que toutes les provinces de la RDC ont des taux d'anémie supérieurs à 40%
- Les troubles dus à la carence en iode (TDCI) : en dépit des conflits armés qu'a connus la RDC au cours de cette dernière décennie, les résultats des enquêtes montrent une généralisation de la consommation du sel iodé et une nette régression des troubles dus à la carence en iode. En effet, la prévalence du goitre qui était à 42% en 1990 est tombée à 1% en 2007. Cette diminution significative illustre mieux l'impact de la consommation du sel iodé. A l'heure actuelle, 95% des ménages en RDC consomment du sel iodé.

Le problème lié au contaminant alimentaire

- Parmi les maladies liées à l'alimentation en RDC aussi figure le Konzo, une forme de paralysie spastique irréversible. Cette maladie est due à la consommation du manioc non ou insuffisamment roui, associée à un régime pauvre en acides aminés soufrés. Cette paralysie d'origine alimentaire affecte toutes les provinces du pays avec une prévalence moyenne de 1%, mais dans certains villages des provinces de Bandundu, du Kasai oriental et du Kasai occidental, on note des prévalences beaucoup plus élevées, pouvant atteindre 30%, avec des pics épidémiques fréquents.

NB : Considérer les différentes formes de malnutrition. Analyser les tendances (saisonniers ; sur plusieurs années) peut vous aider à identifier les causes de la malnutrition et comprendre les évolutions de la situation.

2. Y a-t-il des zones géographiques ou des groupes de population (par âge, genre et/ou groupe socioéconomiques, etc.) plus vulnérable à la malnutrition? Lesquels, et pourquoi ? **(Fait référence au travail de groupe du mercredi 27 février)**

Zones Géographiques	Etat Nutritionnel	Taux
Nord Kivu et Sud Kivu	Malnutrition chronique	43 %
Kasai occidental	Malnutrition aigue grave	15,6 %
Kasai oriental	Malnutrition aigue grave	13,4 %
Equateur	Malnutrition aigue grave	13,8 %
Bandundu	Malnutrition aigue grave	14,8 %
Bas-Congo	Malnutrition aigue grave	14,4 %

Lesquels :

- Enfants de moins de cinq ans
- Femmes enceintes et allaitantes
- Groupes socio-économique ; les pauvres et ceux vivant en milieu rural et per-urbain

Pourquoi :

- Manque d'infrastructure de base,
- Baisse de la main d'œuvre agricole
- La pauvreté
- L'enclavement
- Le manque d'eau potable
- L'absence des terres arables
- Problèmes des aires protégées
- difficulté d'accès au crédit agricoles
- L'existence de plusieurs zones de conflits

3. Est-ce que les principaux problèmes nutritionnels et les causes de la malnutrition sont-ils déjà identifiés dans votre PNIASA ? Si non, quelles informations complémentaires devraient-êtr ajoutées ? **(Fait référence au travail de groupe du jeudi matin 28 février)**

E.g. différents types de malnutrition, principales tendances, analyse des groupes de population et des zones géographiques les plus à risque de malnutrition, causes immédiates et sous-jacentes de la malnutrition)

Sur le plan de la sécurité alimentaire

Les causes de l'insécurité alimentaire en RDC sont :

- **Conjoncturelles** : Dans la partie Est du pays, elles sont dues principalement aux conflits armés qui ont généré une insécurité permanente (tueries, pillages, violences sexuelles, racket), des déplacements de populations, des pertes de moyens de production, les calamités naturelles, l'inaccessibilité aux infrastructures socio-économiques de base (marchés, centre de santé, éducation, etc.) ;
- surtout **Structurelles** marquées par le déficit d'infrastructures socio-économiques de base (voies de desserte, marchés, transport, etc.), la faible fertilité des terres, les traditions et les habitudes alimentaires, la pression démographique poussant les populations à pratiquer l'agriculture sur des terres marginales (cas des provinces du Nord et Sud Kivu), les tracasseries diverses qui ruinent les initiatives privées, la formation et l'encadrement défaillant, le budget national insuffisant pour l'agriculture, l'accès au micro crédit inadapté et insuffisant pour les activités agricoles, la recherche insuffisante, la natalité galopante.

Sur le plan nutritionnel

La malnutrition est la résultante d'une alimentation inadéquate due aux habitudes et pratiques inappropriées et à la prévalence des maladies infectieuses et parasitaires qui se développent dans des conditions d'hygiène environnementale médiocre.

- Les résultats de l'EDS 2007 montrent que seulement 48% des nouveau-nés sont mis au sein dans l'heure qui suit l'accouchement, 36% d'enfants de moins de 6 mois sont allaités exclusivement au sein. La situation n'a pas tellement évolué comme le témoignent les résultats de MICS-4 qui a noté 37% d'enfants de moins de 6 mois allaités exclusivement.
- la population consomme souvent les aliments de faible valeur nutritionnelle. Même s'ils disposent des aliments de haute valeur nutritionnelle (viande, poisson), ils les vendent pour obtenir de l'argent afin d'acquérir les biens non alimentaires.
- Du point de vue apport en calories, une étude conduite en 2000 par le PRONANUT et le BDOM a noté que 77% des ménages de Kinshasa consomment moins de 1800 Kcal par personne et par jour. La ration calorique moyenne était estimée à 1469 Kcal par personne, soit en dessous de 2300 Kcal recommandé pour un homme adulte exerçant une activité modérée.
- En milieu urbain, plusieurs ménages vivent au jour le jour, sans réserves alimentaires. On estime que plus de la moitié des citadins congolais vivent sans réserves alimentaires ni de l'argent pour assurer leur alimentation. Actuellement une fraction importante de ménages, même dans les provinces à vocation agricole, ne mange qu'une fois par jour, entraînant ainsi des cas de malnutrition et une faible productivité.
- la pauvreté de la population et l'analphabétisme élevé chez les mères et responsables de l'enfant.

La pauvreté monétaire est une des causes fondamentales de la malnutrition. L'incidence de la pauvreté est estimée à 71,34%

Buts, objectifs et activités en lien avec la nutrition

4. Que souhaitez-vous réellement atteindre en terme de nutrition (quels objectifs spécifiques ? quelles cibles ?) et que vous devriez inclure dans votre compact PDDAA et / ou Plan d'investissement PDDAA afin d'assurer que la nutrition soit réellement prise en compte ? **(Fait référence au travail de groupe du mercredi 27 février)**

- *Promouvoir durablement les filières agricoles, au premier rang desquelles les filières vivrières, et développer l'agri business afin d'améliorer les revenus des paysans et des autres opérateurs du secteur*
- *Améliorer la gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et constituer des réserves stratégiques*
- *Développer et diffuser les produits de la recherche auprès des utilisateurs*
- *Améliorer la gouvernance agricole, promouvoir l'intégration de l'approche genre et renforcer les capacités humaines et institutionnelles*
- *Réduire la vulnérabilité du secteur agricole aux changements climatiques*
 - La réhabilitation
 - Pré-positionner les stocks stratégiques
 - Accélérer la mise en application de la loi portant principes fondamentaux (code agricole)
 -

NB : Essayez d'être le plus spécifique possible dans votre formulation (évités les formulations du type « réduire la malnutrition » ou « améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelles » qui sont des objectifs globaux / au niveau de l'impact)

5. Sur la base des objectifs nutritionnels (en lien avec l'agriculture) que vous vous avez formulés précédemment, comment pourrait être révisés/formulés les objectifs dans le PNIASA afin de mieux prendre en compte les problématiques nutritionnelles ? **(Fait référence au travail de groupe du jeudi matin 28 février)**

- la sensibilisation et la diffusion de messages ciblés pour la lutte contre la malnutrition,
- la sensibilisation des plateformes nationales et provinciales d'Organisations Paysannes à la prise en compte de la lutte contre la malnutrition chronique,
- la sensibilisation des décideurs et des structures d'appui au développement sur la nécessité d'intégrer le volet nutrition dans l'appui aux producteurs et
- l'intégration du volet nutrition dans les programmes de formation des élèves et des agents d'appui au monde rural,
- l'appui à la mise en place d'un réseau des femmes et/ou d'un réseau confessionnel pour l'éducation nutritionnelle et la promotion des bonnes pratiques nutritionnelle en produits locaux.
- Renforcer le principe de 3 P dans le domaine de la fortification des denrées alimentaires, de l'octroi de microcrédit
- Promouvoir les activités génératrices des revenus auprès des ménages
- Communication pour le changement de comportement
- Réhabiliter et entretenir les infrastructures de base (routes de dessertes agricoles, les hôpitaux et centre de santé) collaboration avec le développement rural

6. Est-ce que certains groupes de populations (par âge, genre et/ou groupe socioéconomique, etc.) devraient être ciblés en particulier pour pouvoir atteindre ces objectifs ? **(Fait référence au travail de groupe du mercredi 27 février)**
- Toutes les catégories précitées c'est-à-dire ; les femmes enceintes, les femmes allaitantes, et les enfants de moins de cinq ans, les paysans tous, doivent être pris pour cible pour pouvoir atteindre les objectifs fixés
7. Quels groupes de populations / zones géographiques recommanderiez-vous d'inclure / de davantage cibler dans votre PNIASA ? **(Fait référence au travail de groupe du jeudi matin 28 février)**
8. Quelles interventions pourraient être mise en place pour atteindre les objectifs fixés et répondre aux besoins des populations ciblées ?
- Sécuriser et moderniser les systèmes de production agricole pour améliorer durablement la productivité des filières, par un meilleur accès aux facteurs de production, aux marchés et par l'amélioration de l'environnement juridique et de la gouvernance.
 - Vaincre la malnutrition et l'insécurité alimentaire et réduire significativement le niveau de pauvreté de la population rurale.
 - Mobiliser des investissements conséquents pour permettre à tous les acteurs du secteur agricole de jouer pleinement leurs rôles dans la modernisation du pays.

NB : Pensez à ce qui a marché / n'a pas marché dans votre pays. Essayez de vous appuyer sur des initiatives qui ont été des succès et pensez à comment tirer profit des investissements en cours. Assurez-vous que les interventions identifiées sont adaptées aux différents groupes de population et à leurs moyens de subsistances. Pour les interventions identifiées, demandez-vous :

- *Est-ce que ces interventions sont pertinentes/permettent de répondre aux problèmes nutritionnels identifiés et de prendre en compte les causes de la malnutrition ?*
 - *Oui, il s'agira de cibler prioritairement les productions vivrières par l'agriculture familiale tout en assurant la promotion des cultures industrielles et de rente et la mise en place de Pôles d'Entreprises Agricoles.*
- *Sont-elles réalisables vu les capacités existantes dans le pays (techniques, institutionnelles et financières) ? Quelles interventions sont les plus à même d'atteindre vos objectifs / les impacts attendus avec le minimum de moyens financiers additionnels*
 - *L'inclusion et la responsabilisation de tous les acteurs publics et privés impliqués dans le développement agricole*
 - *La valorisation des avantages comparatifs de chaque province à travers la mise en œuvre des Plans Provinciaux d'Investissement, dont le développement sera de la responsabilité des autorités provinciales.*
 - *La création des Pôles d'Entreprises Agricoles (PEA) dans le but de dynamiser les différentes filières.*
 - *La prise en compte systématique des aspects du genre et de la bonne gouvernance à travers toutes les interventions envisagées.*
 - *Le renforcement des capacités de l'ensemble des intervenants publics et privés afin de leur permettre de remplir leurs missions de service publics et d'opérateurs économiques.*
 - *Le développement de la productivité agricole dans une logique de développement durable, respectueux des contraintes environnementales et sociales.*
- *Quelles sont les principales contraintes à leur mise en œuvre ? Est-il possible de trouver des solutions à ces contraintes ?*
 - *Dans un contexte d'insuffisance des ressources et d'accroissement des besoins, il s'agira d'harmoniser l'ensemble des futures interventions dans le secteur agricole et rural en vue d'en améliorer la pertinence, l'efficacité et l'efficacité.*
 - *Sur le plan opérationnel, cette harmonisation sera obtenue par l'alignement de chaque nouveau programme ou projet sur l'architecture générale du PNIA. Toutes les nouvelles interventions contribueront ainsi à atteindre les objectifs sectoriels et permettront d'avoir un impact plus significatif sur la croissance agricole, la réduction de la pauvreté, la lutte contre la malnutrition et la souveraineté alimentaire du pays.*
- *Quelles interventions permettraient de créer des synergies / complémentarités (entre programmes et secteurs, entre opérationnel et politique) ?*

Il y aura création d'un comité composé des différents ministères impliqués dans le PDDAA

- *Le Groupe Thématique 15 (GT 15),*
- *Le Comité Technique de Pilotage (CTP)*
- *Les Comités Provinciaux de Pilotage (CPP)*

9. Quelles sont les interventions que vous recommandez d'ajouter /de réviser dans votre PNIASA afin d'atteindre les objectifs suggérés ? **(Fait référence au travail de groupe du jeudi matin 28 février)**
- la bio fortification des semences améliorées
 - l'amélioration de la qualité nutritionnelle des produits agricoles locaux par la fortification lors du processus de transformation,
 - la promotion des produits forestiers non ligneux,
 - l'amélioration des échanges des produits agricoles entres différentes zones agro-écologiques et
 - la promotion de l'utilisation de produits locaux de haute valeur nutritive dans le cadre de l'aide alimentaire.

Indicateurs relatifs à des progrès dans la situation nutritionnelle

10. Quels indicateurs devraient être inclus afin de pouvoir suivre les progrès dans la réalisation des objectifs fixés ? Sont-ils déjà inclus dans le PNIASA ? (Fait référence au travail de groupe du jeudi matin 28 février)
- Quantité de semences bio fortifiée produite
 - Quantité de produit transformé
 - Nombre des séances d'éducation nutritionnelle
 - Pourcentage des personnes qui consomment des produits bio fortifiés
11. Des activités pour renforcer les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle devraient-elles être intégrées dans le PNIASA ?

MISE EN PLACE ET RENFORCEMENT D'UN SYSTEME D'INFORMATIONS ET D'ALERTE PRECOCE (SAP) SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

Actuellement la RDC ne dispose pas de système national d'informations et d'alerte précoce (SAP) sur la sécurité alimentaire. Pour pallier cette insuffisance, le Gouvernement entend mettre en place un dispositif qui va fournir aux décideurs les informations concernant tous les aspects relatifs à l'offre et à la demande alimentaires. Le SAP les avertira des crises alimentaires imminentes de façon à pouvoir planifier des interventions rapides. Ce dispositif comprendra notamment les services du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural en charge des questions de Sécurité Alimentaire, les services du Ministère de la Santé en charge de la nutrition, les services spécialisés du Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, les organisations des Nations Unies habituellement impliquées dans l'alimentation et la nutrition, les ONGs nationales et internationales actives dans la sécurité alimentaire etc.

Pour atteindre cet objectif, ce sous-programme va s'articuler autour des deux composantes suivantes :

Mise en place d'un système d'informations sur les marchés (SIM)

Elle se fera à travers la réalisation des activités ci-après :

- l'état des lieux du système d'information actuel sur les marchés et les productions agricoles,
- l'élaboration d'un système performant d'information sur les marchés (SIM) et les productions agricoles,
- la mise en place et l'appui au fonctionnement du SIM et au suivi des filières agricoles,
- l'échantillonnage, la collecte, le traitement et l'archivage des données et
- la diffusion des informations à travers des canaux appropriés au regard des cibles à atteindre.

Mise en place d'un système d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire (SAP)

Cette composante sera déclinée en activités telles que notamment :

- le renforcement des mécanismes de collecte des données statistiques sur la production végétale, animale et halieutique en rapport avec les mécanismes d'alerte précoce,
- l'évaluation annuelle de la campagne agricole,
- l'établissement de bilans alimentaire annuels tant au niveau provincial que national à la fin de chaque campagne agricole pour mieux orienter les interventions,
- l'établissement au niveau de chaque province et au niveau national d'un plan de contingences en cas de calamités et de famine.

Arrangements institutionnels et mécanismes de coordination

(Fait référence au travail de groupe du jeudi après-midi 28 février)

12. Quels sont les principaux acteurs (institutions nationales, partenaires de développement, secteur privé) et les initiatives (SUN, REACH, etc.) qui devraient être impliqués pour renforcer l'impact nutritionnel du PNIASA? Leurs rôles et responsabilités sont-ils clairement définis dans le PNIASA ? Quelle est la principale structure responsable de gérer/coordonner les composantes du PNIASA en lien avec la nutrition ? Est-ce pertinent ?

Sur le plan de la nutrition :

Les ministères connexes du Ministère de la Santé Publique dans le domaine de la nutrition sont les ministères de l'Agriculture, de Développement Rural, de l'Enseignement Supérieur et Universitaire , de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, du Plan, de la Communication et Médias, du Commerce, de l'Industrie , des Petites et Moyennes Entreprises, du Genre , de la Femme et Enfant des Affaires Sociales de la Recherche Scientifique , Action Humanitaire et Solidarité Nationale etc., devront participer à l'augmentation de la disponibilité alimentaire et la sensibilisation de la population dans son milieu spécifique pour le développement des attitudes et pratiques favorables à l'amélioration de la santé nutritionnelle

Les Nations unies

En rapport avec le PNIA

Par la suite, la Table Ronde pour la signature de la Charte a été organisée les 17 mars 2011 à Kinshasa en présence des Autorités gouvernementales, de la Commissaire de l'Union Africaine en charge de l'Economie Rurale et de l'Agriculture, du Secrétaire Général Adjoint du COMESA, des Représentants du NEPAD, du FARA, de l'IFPRI, du Re-SAKSS, ainsi que des Délégués des Partenaires Techniques et Financiers, du Secteur Privé, des Organisations de la Société Civile et des Organisations des Producteurs Agricoles.

L'organisation de la Table Ronde a permis au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINAGRIDER), en concertation avec toutes les parties prenantes, d'entamer le processus de formulation du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA).

Cette formulation s'est déroulée dans le cadre d'une approche participative qui a impliqué l'ensemble des parties prenantes. Sa préparation a bénéficié des contributions des PTF intervenant dans le secteur agricole, des principaux responsables centraux et provinciaux du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, des Conseillers à la Présidence de la République et à la Primature, ainsi que des représentants des Organisations Paysannes, des représentants des opérateurs économiques et des Organisations de la Société Civile intervenant dans le secteur agricole.

Les autorités politiques se sont clairement engagées, à travers la Charte, à augmenter progressivement la contribution du budget de l'Etat au secteur agricole pour atteindre 10 % du budget national. Cette volonté d'accélérer la croissance agricole se traduit concrètement par l'augmentation des budgets alloués aux Ministères en charge du secteur (agriculture, recherche, enseignement, etc.) et aux Provinces et par le lancement d'initiatives nouvelles telles que la campagne agricole.

La structure responsable

Le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) de la RDC est le cadre national de planification des fonds nationaux et extérieurs pour le secteur de l'agriculture et du développement rural. Il prend en compte les besoins, les acquis, les gaps à rechercher pour l'investissement et le fonctionnement du secteur sur un horizon de huit ans (2013 - 2020). Il fédère l'ensemble des programmes et projets en cours et en perspective dans le secteur.

Il a pour objectif global de stimuler une croissance annuelle soutenue du secteur agricole de plus de 6%, indispensable pour réduire la pauvreté, pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations congolaises et pour générer durablement des emplois et des revenus.

La pertinence

Etat donné qu'il n'existe pas encore une coordination au plus haut sommet du pays, le Ministère de l'agriculture continue à gérer la coordination.

13. Quels besoins nécessitent d'être coordonnés ? Dans quel but : que souhaitez-vous atteindre avec la coordination ?

Outre le Cluster Sécurité Alimentaire dépendant de la FAO et réunissant en son sein différents acteurs intervenant dans les questions liées à la sécurité alimentaire, la RDC ne dispose pas à ce jour d'une structure technique efficace pour analyser, prévenir et gérer les crises alimentaires au niveau national.

14. Quel type de mécanisme de coordination pensez-vous être le plus efficace dans votre pays pour atteindre les objectifs de coordination en termes de nutrition ?

La mise sur pied d'un Conseil National de Sécurité Alimentaire (CNSA) est à ce jour plus que souhaitable. L'analyse de la sécurité alimentaire étant une tâche multidisciplinaire engageant différents secteurs dont l'agriculture, le commerce, la santé, l'environnement, etc, la mise en place du Conseil National de Sécurité Alimentaire permettra de faire une analyse intégrale de la sécurité alimentaire et aidera à fournir aux décideurs des réponses appropriées pour plus d'efficacité dans la gestion des crises alimentaires.

15. Quels mécanismes de coordination sont suggérés dans le PNIA ? Sont-ils pertinents pour la coordination et la communication sur la nutrition ? Si non, comment peuvent-ils être renforcés pour assurer une coordination optimale (entre les différents secteurs travaillant sur la nutrition et au sein du secteur agricole) ?

Le Conseil National de Sécurité Alimentaire est une structure technique intersectorielle placée sous l'autorité directe du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Le Conseil réunit en son sein à la fois les acteurs étatiques et non étatiques.

Parmi les acteurs étatiques, il y a les représentants des Ministères ci-après : Agriculture et Développement Rural, Santé Publique, Affaires Sociales, Environnement et Conservation de la Nature, Economie et Commerce, Travaux Publics et Infrastructures, Finances, Enseignement Primaire et secondaire et Plan.

Parmi les acteurs non étatiques, il y a les Partenaires Techniques et Financiers, les Organisations des Producteurs Agricoles, le Secteur Privé et les Organisations de la Société Civile.

Capacités nécessaires à la prise en compte de la nutrition

(Fait référence au travail de groupe du jeudi après-midi 28 février)

16. Quelles capacités sont nécessaires à l'atteinte de vos objectifs et à la mise en œuvre de vos interventions ? Ces capacités existent-elles dans votre pays ?

- Pour la bio fortification les capacités sont inexistantes
- Pour la SAP et SIM les capacités existent déjà
- Pour les activités nutritionnelles, les compétences existent

Certes, il est souhaitable qu'il y ait des séminaires de formation, des mises à niveau pour tous ses acteurs et dans les différents domaines que nécessite l'intégration et pour la réussite de cet objectif 1 de ODM

NB. Prenez en compte les aspects opérationnels, stratégiques et de recherche au niveau des institutions et des individus)

Sur le plan de la nutrition :

La mise en œuvre de ce plan stratégique exige le concours de tous les acteurs représentés aux différents niveaux du système de santé, des partenaires techniques et financiers, des secteurs connexes ainsi que la communauté bénéficiaire, sous le leadership du Ministère de la Santé Publique à travers ses organes de coordination notamment le Comité National de Pilotage (CNP), les Comités Provinciaux de Pilotage (CPP) et les conseils d'administration des zones de santé (CA).

17. Quels sont les partenaires qui peuvent apporter un soutien technique et institutionnel afin de développer les capacités nécessaires?

Les partenaires techniques et financiers du secteur de la nutrition sont :

- Les agences du système des Nations- Unies ci-après : l'UNICEF, l'OMS, le PAM, la FAO, le PNUD...
- Les Agences de coopérations multi et bilatérales : ECHO, l'USAID, la Commission Européenne, le DFID, le Coopération Canadienne, la Coopération Italienne, la Coopération Belge, la Coopération Japonaise, la Coopération Française, etc.
- Les ONG nationales et internationales : HKI, ACF, COOPI, MSF, World Vision, CORDAID, MERLIN, 8ème CEPAC, MEMISA, CARITAS, CRS, BDOM, CONCERN, IITA, IDEA, Médecins d'Afrique etc.

Leur apport est capital dans la mobilisation des ressources et l'accompagnement de la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités de la nutrition sur terrain.

Pour le PNIA

- Le gouvernement,
- l'Union Africaine en charge de l'Economie Rurale et de l'Agriculture,
- la COMESA,
- le NEPAD,
- le FARA, de l'IFPRI,
- du Re-SAKSS, ainsi que
- les Délégués des Partenaires Techniques et Financiers, du Secteur Privé, des Organisations de la Société Civile et des Organisations des Producteurs Agricoles.

18. Des activités en termes de développement des capacités doivent-elles être inclues/ajoutées dans le PNIASA afin de soutenir la mise en œuvre de vos objectifs nutritionnelles? Si oui lesquelles et dans quel but ?
Renforcement du degré de prise de conscience des parties prenantes en milieu rural sur l'importance d'une bonne nutrition dans la préservation de la santé

Les activités programmées pour sa mise en œuvre sont :

- la sensibilisation et la diffusion de messages ciblés pour la lutte contre la malnutrition,
- la sensibilisation des plateformes nationales et provinciales d'Organisation Paysanne à la prise en compte de la lutte contre la malnutrition chronique,
- la sensibilisation des décideurs et des structures d'appui au développement sur la nécessité d'intégrer le volet nutrition dans l'appui aux producteurs et
- l'intégration du volet nutrition dans les programmes de formation des élèves et des agents d'appui au monde rural,
- l'appui à la mise en place d'un réseau des femmes et/ou un réseau confessionnel pour l'éducation nutritionnelle et la promotion des bonnes pratiques nutritionnelle en produits locaux.

Calcul des coûts / Financement

(Fait référence au travail de groupe du jeudi après-midi 28 février)

19. La mise en œuvre des activités/recommandations que vous avez identifiés exige-t-elle des ressources supplémentaires par rapport à ce qui a déjà été prévu dans le PNIASA?

Sur le plan de la nutrition :

Pour l'exécution du plan, l'Etat Congolais compte d'abord sur son Trésor Public. Les efforts devront être déployés pour relever le budget de l'Etat accordé à la nutrition au travers les ministères de la Santé Publique, de l'Agriculture, et de l'Environnement. Les entités décentralisées seront responsabilisées pour prendre en charge certains besoins de leurs ressorts respectifs.

Toutefois vu les multiples problèmes socio-économiques et politiques de l'heure, il est pratiquement difficile de se passer de la solidarité internationale. Ainsi, l'Etat va recourir beaucoup plus à la coopération bilatérale et multilatérale pour réaliser ce plan.

Pour le PNIA

	Coût en million USD	Acquis	Gaps
PLAN NATION D'INVESTISSEMENT AGRICOLE	5730.8	857.3	4873.5
<i>Programme 1 : Promotion des filières agricoles et de l'agri business</i>	3652.5	621.8	3030.7
<i>Programme 2 : Gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réserves stratégiques</i>	536.9	52.8	484.1
<i>Programme 3 : Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles</i>	738.3	88.5	649.8

Programme 4: Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles	607.3	69.7	537.6
Programme 5 : Adaptation aux changements climatiques	195.8	24.5	171.3

Prochaines étapes

(Fait référence au travail de groupe du vendredi matin 29 février)

NB. Prenez en compte :

- *Comment chaque membre de l'équipe va-t-il rendre compte à sa propre organisation?*

Selon l'organisation de chaque Ministère impliqué dans le processus du PDDAA

- *Comment sensibiliser/inclure les décideurs afin qu'ils prennent en compte les recommandations issues de l'atelier ?*

La sensibilisation

Au niveau des décideurs (lobbying politique intense auprès des décideurs pour la mise en place de conseil national de sécurité alimentaire)

Au niveau de la base : l'éducation nutritionnelle,

Au niveau des cadres administratifs et techniques, le problème nutritionnel ne concerne que la santé, certes un accent doit être mis sur tous les cadres pour prendre conscience sur le problème nutritionnel

- *Quels sont les événements / opportunités au cours du processus du PDDAA pour intégrer vos suggestions en matière de nutrition ?*

Opportunités

Atelier de validation du PNIA du 26 au 27 /03/2013

La réunion des bailleurs /réunion d'affaires prévue au mois de mai 2013-04-05

Réunion du thématique réunissant tous les acteurs du secteur agricole : bailleurs de fond, paysans, secteur privé, société civile présidé par le ministre de l'agriculture tenue le 28/03/2013

Réunion conjointe réunissant les différents secrétaires généraux des Ministères impliqués dans le PDDAA

- *Qui sera le principal contact pour les questions relatives à la nutrition dans le processus du PDDAA après l'atelier ?*

**Monsieur Maviana Apataone Joseph Nutritionniste et représentant du Programme National de Nutrition « PRONANUT »
Ministère de la Santé Publique**

Action	Personne responsable	Date	Commentaires (par ex: ressources nécessaires, possibles contraintes)
Restitution auprès des membres cluster nutrition	Paul Busambo	17/04/2013	Salle de conférence + lap top(FAO Kin disponible)
Restitution auprès du secrétaire général à la santé	Maviana Apataone	A déterminer par le SG	Salle de réunion du Ministère